

Expressions

Numéro 98 - novembre 2020 - 1 euro

# Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires



© Len Ks - Collectif Oeil

# *expressions* **Solidaires**

Cette page propose des informations à travailler et diffuser pour la réflexion et l'action.

## DÉSESPOIR...

## ET ESPOIR DE LA LUTTE

**Le confinement est de retour, même s'il est différent du premier... et la pandémie n'est pas terminée. Fin octobre, les prévisions publiées des experts de l'ONU sur la biodiversité sont alarmantes :** « À moins d'une transformation radicale du système économique, les pandémies comme le Covid-19 vont se multiplier et faire plus de morts » ... il y a un immense réservoir de virus inconnus dans le monde animal. Et dans le permafrost qui dégèle.

Trump n'a pas été réélu, certes, mais l'avenir du monde (et plutôt de l'espèce humaine) est pour le moins incertain, anxiogène, même relativement à l'abri que nous sommes, dans un monde occidental plus ou moins encore protégé, mais où sévit déjà la misère et la précarité pour des centaines de millions de personnes.

**Pour autant, le cap d'un autre avenir, et de l'imposer par la lutte parce que rien ne sera « donné »** dans ce système aux mains d'élites économiques et financières, c'est celui qu'a choisi de tenir Solidaires, en adoptant le texte « Imposons un autre avenir » lors de son congrès extraordinaire d'octobre dernier.

Pour Solidaires la transformation sociale, écologique et la défense des travailleur·ses sont indissociables et incontournables.

**Lutter pour nos droits sociaux, pour l'égalité veut aussi dire refuser toutes les discriminations et tout système de domination dans la société. Nous refusons le discours d'absence d'alternative à un capitalisme qui nous même de facto droit dans le mur : les 32H, les reconversions écologiques pourvoyeuses d'emplois, le renforcement des services publics, la fin de la précarité ne sont pas des utopies mais des choix de société.**

Nous refusons le discours du gouvernement qui renvoie par facilité à la responsabilité individuelle (vous sortez, vous fêtez, vous voyez vos familles...) en jetant un mouchoir pudique sur son incurie pendant cette crise, tandis que les masques ne sont toujours pas gratuits, que les hôpitaux restent sans moyens, et qu'aucune « rupture » avec la politique néolibérale d'avant n'a été entamée, tandis que les grandes entreprises du CAC40 continuent d'engranger les profits.

**Des « digues » contre la liberté de pensée et de pouvoir contester ont sauté en ce mois d'octobre après l'assassinat ignoble de Samuel Paty, et les répressions anti-syndicales, les atteintes aux libertés reprennent de plus belle.** Des projets de loi veulent empêcher de filmer l'action (la violence) de la police ou obliger à enseigner « républicain » dans les facultés sous peine de prison, des ministres font des amalgames entre terrorisme et associations et syndicats de lutte contre le racisme. Partout les discours haineux d'amalgames honteux et de renvoi à des boucs émissaires fleurissent sur les chaînes de télé tandis que le terrorisme continue de frapper. En réponse, nos valeurs, nos engagements fondamentaux contre toute forme de racisme, et contre les idées d'extrême droite doivent plus que jamais être portés et ré-affirmés sans concessions.

La marche des solidarités a été un succès mi-octobre, et ceux et celles qui n'ont pas de papiers, qui triment sans droits, nous montrent la voie. **Les luttes écologiques, sociales, féministes, anti-racistes seront le ferment de cet autre monde auquel nous aspirons. Il faudra qu'elles soient massives. Notre espoir, notre résistance, c'est la lutte.**

**LIBÉRONS**

Union  
syndicale  
**Solidaires**

**NOS COLÈRES**

**ORGANISONS NOS SOLIDARITÉS**



# Congrès extraordinaire de Solidaires des 13, 14 et 15 octobre

## MASQUÉ·ES MAIS PAS BAILLONÉ·ES

Malgré des circonstances sanitaires particulièrement compliquées l'Union Syndicale Solidaires a réussi à se réunir sur 3 jours lors d'un congrès extraordinaire à la bourse du travail de Saint-Denis (93) pour échanger, analyser la situation et proposer des alternatives concrètes. C'est dans le strict respect des mesures de protection que plus de 150 délégué·es ont débattu (en présentiel et visio-conférence)

**La gestion du COVID 19 par le pouvoir est claire : le choix de société qui est imposé est celui d'une primauté de l'économie (travailler, consommer, aller dans les transports communs...) au détriment de la santé des salarié·e·s et de la population, qui va de pair avec des restrictions des libertés de plus en plus grandes (voir sa famille et ses ami·e·s, avoir une vie sociale et associative...).**

Ce congrès a mis en exergue les politiques mortifères du gouvernement qui aujourd'hui sont responsables de milliers de morts, et permis de débattre autour de nos revendications pour imposer un autre avenir.



## QUELLES REVENDICATIONS ?

En dehors de l'ensemble du plan unitaire de sortie de crise que nous avons élaboré en mai avec le Collectif « Plus Jamais ça », les fédérations et union locale présentes ont réaffirmé plusieurs priorités pour la période dans la continuité de nos revendications :

- lutter contre les licenciements, le chômage, la précarité, et l'ubérisation par un plan de lutte contre la précarité,
- une réforme de l'assurance chômage permettant une indemnisation intégrale des chômeur·euses
- reconstruire et améliorer notre système de Protection Sociale, de prise en charge de la vieillesse et de la dépendance et plus largement reconstruire un service public de la santé,
- imposer la réduction du temps de travail par les 32h hebdomadaires

Nous savons que les attaques, en particulier contre notre protection sociale, vont continuer. Au moment où le chômage et la pauvreté explosent, où la crise écologique s'intensifie, il faut des mesures radicales pour engager la transition écologique et sociale indispensable.

### Et avec qui ?

Les discussions autour du rapport d'activité ont montré nos limites et nos difficultés, l'importance de travailler avec d'autres, de renouveler nos pratiques, nos alliances, et l'impératif de toucher une plus grande partie de la population.

Notre responsabilité est de faire en sorte que les luttes ne soient pas isolées, car elles font sens ensemble, tout comme nos luttes sociales, féministes, antiracistes, écologistes, antifasciste, internationales et plus largement contre toutes les discriminations et formes de dominations. Pour y arriver nous allons continuer les actions concrètes avec à l'ensemble des travailleuses et aux travailleurs, y compris privée d'emploi et/ou de papiers. **C'est également par notre solidarité que nous continuerons d'opposer à la répression, en particulier contre les syndicalistes.** C'est aussi pourquoi nous avons discuté de l'indispensable unité syndicale et du travail avec les mouvements sociaux à développer pour une société plus juste et pour peser sur la période. Nous continuerons à lutter contre la crise sociale et la pauvreté qui explosent en construisant et en renforçant des liens et des actions avec des associations qui agissent notamment sur le terrain de l'aide au logement et à l'alimentation. Nous allons participer à développer localement des initiatives pour compenser les manquements prévisibles de l'Etat dans ces domaines, vis à vis des plus précaires, en s'appuyant sur l'auto-organisation des populations.

## PASSONS À L'OFFENSIVE !

**Le pire est devant nous si nous ne passons pas à l'offensive. Les capitalistes vont vouloir nous faire éponger la crise économique en nous imposant notamment des mesures de « sacrifices » des « plans d'austérité »... le tout couronné d'autoritarisme et de violence d'Etat pour protéger l'ensemble... Notre courant syndical a toute sa place dans la lutte pour mettre fin à ce système qui n'a rien d'inéluctable.** Macron avait promis un « monde d'après » échappant en partie aux griffes du marché. Nous ne pensons pas que la situation ait modifié les choix idéologiques de celles et ceux qui nous dirigent. Par contre une partie plus importante de la population est disposée à écouter, critiquer et peut-être, à suivre d'autres propositions, et à les essayer. La question est de savoir comment transformer les inquiétudes, l'indignation ou la révolte en un rapport de force gagnant, sachant que la lutte contre le projet de loi sur les retraites ou avant elle celle contre les lois Travail sont là pour nous rappeler que le lien entre le désaccord et la mobilisation ne sont pas automatiques. Pour l'heure, le « monde d'après » ressemble furieusement au monde d'avant... En pire !

## IMPOSONS UN AUTRE AVENIR

**Il y a urgence à rompre avec le système capitaliste. Nous devons dépasser les luttes défensives que nous connaissons et passer à l'offensive pour une transformation sociale en profondeur, d'une économie sous le contrôle de la population fondée sur la redistribution et le partage de la richesse et le développement des liens et outils de solidarité d'une société démocratique et écologiste qui met fin aux discriminations et dominations.**

Nous construisons un syndicalisme inventif, capable d'agir et de s'adapter rapidement, qui n'a pas peur de prendre des initiatives. Notre syndicalisme se construit à toutes les échelles. Il n'est pas pyramidal : ce sont les syndiqué·e·s qui le construisent et qui déterminent ses orientations. Nous piochons de façon pragmatique dans l'ensemble de la palette d'actions disponibles pour construire le rapport de force nous voulons changer les choses concrètement. Nous cherchons à nous adresser et à convaincre le plus grand nombre de l'utilité du projet de Solidaires, d'un syndicalisme de classe, de masse, de lutte et de transformation sociale. C'est dans ce sens que le congrès a continué le travail de réflexion de l'union concernant la socialisation des outils de production et l'autogestion, la capacité de contrôle démocratique, à la base. Si elles ne sont pas les seules, se sont des alternatives crédibles que Solidaires encourage. Notre syndicalisme reste un outil indispensable dans la période pour construire le rapport de force nécessaire. Nous allons nous atteler à développer l'union et à défendre le plus largement possible nos positions, sans sectarisme, en développant des alliances larges avec le mouvement syndical et les organisations du mouvement social.

Pour Imposer Un Autre Avenir, l'Union syndicale Solidaires mènera une campagne à long terme pour la défense et la reconquête des services publics.

Elle lancera aussi une campagne syndicale et interprofessionnelle, pour remettre sur le devant de la scène les métiers utiles socialement avec des revendications sur les salaires, l'égalité Femme/Homme, les conventions collectives, le temps de travail...

Solidaires et les organisations qui la composent s'engagent à mettre en place les outils nécessaires à l'expression d'un projet alternatif de société. Toutes et tous ensemble, contre les projets des capitalistes, poursuivons le combat pour un autre avenir.

**L'intégralité de la résolution de congrès :**  
<https://solidaires.org/Congres-extraordinaire-d-octobre-2020-Resolution-Imposons-un-autre-avenir>

## MOTIONS D'ACTUALITÉ

Afin de coller au plus de l'actualité, plusieurs motions portées par diverses fédérations ou solidaires locaux ont aussi été discutées et adoptées à l'unanimité.

**Nous ne pouvons faire l'impasse sur la répression anti-syndicale.** Qu'elles et ils s'appellent Anissa, Khédidja, Aline, Laura, Sylvie, Yann, Boris, Aladin, Gaël, Eric, Thomas, Aurianne, Anthony, Hassan et nous en passons, trop de camarades sont attaqué·e·s pour leur action syndicale. De partout, dans tous les secteurs professionnels et cela depuis plusieurs années déjà, la répression s'abat sur celles et ceux qui luttent. C'est pourquoi notre Union se dotera d'outils d'analyse, de coordination, de rassemblement pour contrer ce mouvement répressif d'ampleur.

**Nous ne pouvons non plus passer à côté de la casse du système de santé et des mobilisations des camarades des secteurs sanitaires, social et médico-social** qui étaient notamment en mobilisation le 15 octobre pour réclamer des moyens. Nous avons ainsi adopté 2 motions d'actualité pour la reconstruction et l'amélioration de notre système de Protection Sociale, de la prise en charge de la vieillesse et de la dépendance et plus largement pour un service public de la santé. L'une collant à l'actualité par la mobilisation, l'autre axée sur l'international.

Nous avons aussi réaffirmé nos soutiens aux femmes grévistes des hôtels IBIS qui sont en lutte depuis plus d'un an, tout comme nous avons apporté notre soutien aux intermittent·e·s du spectacle, salarié·e·s et sociétaires des coopératives d'activités mutualisées Smart, aux salarié·e·s en lutte de BIOCOOP, et plus largement à reprendre le contrôle des aides publiques pour lutter contre la précarité étudiante et en défense des emplois.

Enfin la motion contre les violences sexistes et sexuelles a aussi réaffirmé un combat central et la nécessité malgré la pandémie de s'inscrire pleinement dans la lutte lors du 25 novembre journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Ce combat est à mener toute l'année et nous condamnons fermement les menaces et sanctions qui pèsent sur celles et ceux qui au quotidien dénoncent

les violences sexistes comme Aline, déléguée SUD Route menacée de licenciement pour avoir dénoncé des violences sexuelles et sexistes à H&M GBC Logistics.

**Les motions d'actualité sont toutes disponibles en intégralité sur le site de l'Union :** <https://solidaires.org/Congres-extraordinaire-d-octobre-2020-Motions-adoptees-par-le-congres>

## DES AU REVOIR ET DES MERCI

Le temps des congrès c'est aussi celui des mandats qui arrivent à leur terme et du renouvellement de l'équipe d'animation du secrétariat national.

Ainsi depuis cet été nous avons vu partir de nombreuses et nombreux camarades qui ont oeuvré à développer notre projet pendant une longue période : Verveine Angeli, Stéphane Enjalran, Jean-Louis Galmiche, Sébastien Peigney, Cécile Gondard-Lalanne et Eric Beynel qui ont assumé le porte-parolat / co-délégation. Nous les avons remercié·e·s pour tout ce qu'ils et elles ont apporté à la construction de notre Union Syndicale.

Ces départs vont obliger le secrétariat à vivre désormais en mode fortement réduit. Heureusement Julie Ferrua tout comme Cybèle David ont rejoint le Secrétariat National et vont très certainement mettre leur énergie et leur efficacité au service du collectif. Didier Aubé, qui a été secrétaire national entre 2014 et 2017 rejoint lui aussi le secrétariat. Outre ceux venu·e·s en renfort, il y a donc ceux-celles qui remplissent pour une mandature de plus qui sera la encore la dernière pour au moins la moitié. Frédéric Bodin dit Bobo, Véronique Poulain, Jérôme Bonnard, Gaëlle Martinez, Evelyn Ngo, Elie Lambert, seront là pour appliquer les décisions collectives et développer notre syndicalisme. Il en va de même pour Murielle Guibert et Simon Duteil qui vont assumer le mandat de co-délégué·e·s de l'Union.

**Ce congrès fut riche en terme de débats. Si de nombreux consensus ont été trouvés certains débats n'ont pu aboutir, et demandent encore de la réflexion jusqu'au congrès « ordinaire » qui aura lieu du 19 mars au 2 avril 2021 à Saint Jean De Mont (Vendée).**

[contact@solidaires.org](mailto:contact@solidaires.org)



# Marche des Sans-Papiers : un troisième acte réussi !

*Une société progresse toujours quand les plus précaires se soulèvent.*

## Entretien avec

**Anzoumane Sissoko, ancien sans-papier, « réfugié climatique » et élu de la République qui est l'un des organisateurs de la Marche des sans-papiers.**

Des centaines et des centaines de kilomètres parcourus, des frontières abolies, des milliers de rencontres et de liens créés, des milliers de Sans-Papiers qui avancent en tête et s'organisent pour l'égalité de toutes et tous, un réseau de solidarité et de lutte qui se révèle, se construit, se renforce et se développe, des dizaines de milliers avec et sans-papiers qui marchent ensemble, c'est ainsi que la Marche des Sans-Papiers, ou plutôt les marches des Sans-Papiers ont convergé vers Paris ce 17 octobre 2020.

La Marche des solidarités n'a pas fait grand bruit dans les médias. Pourtant, la convergence de marcheurs et marcheuses venu-e-s des quatre coins de la France – de Marseille, Montpellier et Grenoble au sud, de Rennes à l'ouest, de Lille au nord et de Strasbourg à l'est – avait quelque chose d'historique. Historique par l'organisation et historique par le nombre : près de 50 000 personnes, des sans-papiers entourés de plus de deux cents organisations, associations locales, collectifs écolo et syndicats.

En ce jour anniversaire du massacre des algérien-nes le 17 octobre 1961, ils et elles ont insufflé une nouvelle étape de la lutte antiraciste pour exiger la réguli-

sation de tou-te-s les Sans-Papiers, un logement pour toutes et tous et la fermeture des centres de rétention administrative.

## Comment s'est organisée la marche des Solidarités 2020 ?

Il a fallu plusieurs mois d'organisation, un 1<sup>er</sup> acte le 30 mai, un 2<sup>nd</sup> acte le 20 juin, des réunions chaque semaine, des discussions âpres avec la Préfecture de police qui a finalement interdit le parcours de la marche qui devait mener le cortège à l'Élysée, et une re-négociation de dernier moment pour avoir l'autorisation de manifester à Paris le 17 octobre 2020. C'était pour certain-e-s la fin d'une marche qui avait commencé le 19 septembre 2020 à Marseille.

On tient à remercier tout particulièrement Solidaires qui a mobilisé tous ses réseaux au niveau des communes, départements et régions dans lesquelles les marches des Solidarités sont passées, mais aussi pour le gros travail fourni jusqu'au dernier moment pour obtenir un parcours de manifestation.

## Plusieurs personnes qui manifestaient le 17 octobre sont revenues sur le confinement et le défilé qu'il a été pour s'organiser, peux-tu revenir dessus ?

Le confinement, ça avait révélé que les migrant-e-s avec et Sans-Papiers étaient en première ligne : Aide-Soignantes, Aides à domicile, Brancardiers, Agent-e-s de nettoyage dans les EHPAD et hôpitaux, caissières, Livreurs, Éboueurs... Et puis il y a eu toutes celles et

ceux qui se sont retrouvé-e-s sans boulot, sans revenus durant cette période comme des serveurs et serveuses Sans-Papiers ou des ouvriers du bâtiment. Ça a été très compliqué pour ne pas dire pire pour beaucoup d'eux.

*« On a fait tenir l'économie pendant tout le confinement, on est invisible, on veut être visibles »*

*Propos entendus dans la manifestation*

*« Le confinement nous a fait réaliser qu'on devait se regrouper pour défendre nos droits. »*

Nous avons pris conscience que nous étions une force qui a participé au maintien de l'économie de la France pendant le confinement et qu'il fallait s'unir pour lutter et défendre nos droits ! Nous qui étions invisibles sommes devenu-e-s visibles.

## Et la suite ?

L'Assemblée générale des Sans-Papiers du 18 octobre a décidé d'un Acte 4, le 18 décembre pour une journée de mobilisation nationale partout sur le territoire national et aussi à l'international sur les revendications de « Liberté, Égalité, Papiers pour toutes et tous ».

Des femmes Sans-Papiers souhaitent s'investir dans la construction de la journée contre les violences faites aux femmes. D'autres Sans-Papiers souhaitent aussi participer à l'organisation des marches contre la précarité et le chômage début décembre.



## 3 questions au :

### Droit Au Logement

#### Peux-tu nous présenter le DAL et ses combats ?

DAL- Droit Au Logement, créé depuis 30 ans, syndicat des mal logés, des sans logis et des locataires, lutte pour le droit à un logement pour toutes et tous, décent, stable, bon marché, adapté à sa situation familiale et sa santé et durable au sens de la protection de l'environnement. Il existe des comités DAL dans une vingtaine de villes en France, réunis dans une fédération, dont un secteur s'occupe de la défense des locataires HLM et du logement social menacé de marchandisation par le pouvoir en place. **L'action du DAL porte sur le relogement de ses adhérent-es, la suspension de leur expulsion, mais aussi l'amélioration des politiques et des lois au plan national et local. Le DAL privilégie la mobilisation des personnes concernées, sur différentes formes d'actions collectives, telles que la manif classique, l'envahissement, le campement de rue et la réquisition d'immeubles vacants.** Les droits acquis par les luttes sont notamment la loi DALO, le droit au logement des habitants de taudis, la loi de réquisition, l'obligation de réaliser 25% de HLM dans chaque commune urbaine, un début d'encadrement des loyers, le gel des loyers à la relocation, le rallongement de la trêve hivernale et des dizaines de milliers de relogements.

#### Ton analyse de la situation actuelle et ses urgences ?

Une grande part de ces droits sont bafoués, car ils rentrent en conflit avec les politiques libérales de soutien à la spéculation foncière-immobilière et à la rente locative. De plus les actionnaires se repaissent aussi du logement cher sans aucun égard pour ceux et celles qu'ils ont contribué à jeter sur le trottoir. Tous les indicateurs de la crise du logement sont au rouge : 3,1 millions de logements vacants, 120 000 jugements d'expulsion en 2018, 250 000 sans-abris, hausse des taux d'effort des locataires et accédant-es modestes et record de profits immobiliers et locatifs. **En résumé, exploités et spéculateurs du logement tirent bénéfice de la crise du logement, du rentier aux mastodontes de la gestion d'actifs. Le logement cher impacte les salarié-es, les premières lignes, les jeunes et les chômeur-es, plus durement encore dans les métropoles, où les loyers sont en hausse. Il faut souvent travailler la moitié du mois pour se loger et nourrir l'ogre immobilier, trop souvent dans des logements indécents et minuscules.**

En 2017 Macron diminue les APL attaquant les ménages les plus modestes et le logement social : 3,2 milliards d'économie sont encore programmée pour 2021... Plus récemment, la majorité parlementaire à l'assemblée, avec le soutien du Gouvernement, a adopté une mesure renforçant la criminalisation des squatters [loi ASAP], facilitant l'expulsion sans jugement d'occupants de logements vacants ou de victimes d'escrocs et de marchands de sommeil. Cette procédure d'expulsion extrajudiciaire, permet au Préfet d'expulser en quelques jours et sur simple arrêté. C'est le règne de l'arbitraire.

#### Et plus récemment dans le contexte de pandémie ?

**La crise du COVID et le confinement ont encore dégradé la situation sociale, provoquant une hausse des impayés de loyer.** Tout l'été, des femmes seules, des personnes âgées, handicapées, des familles avec enfants, des salarié-es modestes ont afflué dans les permanences du DAL... La crise économique et le reconfinement risquent de faire tomber dans la dépendance à la charité privée et publique et dans la spirale de l'exclusion des centaines de milliers de ménages, familles et célibataires. Comme le rappelle une première étude post confinement, l'absence et la promiscuité des hébergements de sans-abris, le surpeuplement et les conditions de logement dégradées des mal logés ont tué beaucoup plus que dans les quartiers riches !

#### Comment lutter pour un logement décent dans les prochains mois ?

**Constituer des collectifs contre les expulsions qui s'annoncent massives à partir du 1<sup>er</sup> avril, mobiliser les exploités et les victimes de la spéculation pour la réquisition des immeubles vacants, l'application des lois positives, l'effacement des dettes locatives, contre le logement cher ou l'urbanisme d'épuration sociale et pour la réalisation massive de logements sociaux, c'est la tâche qui s'annonce dans les prochains mois pour les militant-es motivés par la lutte très concrète du logement.** Des formations seront assurées pour prendre les choses en main. Samedi 27 mars, veille de la fin de la trêve hivernale, sera l'occasion d'une convergence dans la rue des salarié-es ou non, qu'ils et elles soient mal logés, sans toit, locataires, avec ou sans papier, pour cette journée de manifestations dans toute l'Europe à l'initiative de la coalition européenne d'action pour le droit au logement et à la ville, et d'ici là nous ne resterons pas inactifs !

**UN TOIT C'EST UN DROIT !**

## infos solidaires

### Avec Convergence Services Publics, en campagne pour notre protection sociale !

La protection sociale, malmenée par le gouvernement libéral Macron, est en danger (couverture maladie en retraite, 5<sup>e</sup> branche pour la perte d'autonomie financée par de la CSG, réforme de l'assurance-chômage réduisant les droits des chômeur-es, réforme des retraites aboutissant à la paupérisation des retraités-es, extension continue des exonérations de cotisations sociales sapant son financement...). L'Union syndicale Solidaires s'est associée à la campagne pour reconquérir la sécurité sociale de Convergence Services publics avec la CGT, la FSU, des associations (ATTAC, Stop Précarité, CNL...) des collectifs (Coordination des hôpitaux et maternités de proximité, Collectif des associations Citoyennes...) et des partis politiques (PCF, PS, EELV...)



Les 4 camarades enseignant-es de Melle qui étaient poursuivies pour avoir participé au mouvement de national de contestation contre la réforme du bac des E3C début 2020 ont été sanctionnées contre l'avis des commissions de discipline par la rectrice d'académie. Ces sanctions sont inadmissibles. Elles constituent une véritable répression anti-syndicale assumée par le Ministre de l'Education et vont bien entendu faire l'objet de tous les recours possibles. Il nous faut continuer de soutenir nos camarades et exiger le retrait de l'ensemble des mesures et sanctions prises contre elles et eux.



### Tous-tes contre le chômage et la précarité le 5 décembre dans la rue !

Le confinement et la crise économique provoquent une explosion du chômage de masse. Plans sociaux à la pelle, arrêts de secteurs entiers de l'économie, notre société n'a jamais eu autant besoin d'amortisseurs pour encaisser les désastres sociaux et lutter efficacement contre le chômage. 32H pour tous-tes, interdictions des licenciements des entreprises qui font des bénéfices, embauches massives dans les services publics, abrogation de la réforme de l'assurance chômage, tous-tes les chômeur-es indemnisés au minimum au SMIC... Le 5 décembre, on marche pour vivre décemment !

#### Expressions solidaires

Journal bimestriel édité par l'Union syndicale Solidaires  
Rédaction : 31 rue de la Grange aux Belles - 75 010 Paris

Téléphone : 01 58 39 30 20  
Fax : 01 43 67 62 14  
contact@solidaires.org

Directrice de publication : Murielle Guilbert

N° CPPAP : 1 023 S 05397  
Dépôt légal : à parution

Imprimerie : Rotographie, Montreuil-sous-Bois (93)

IMPRIM'VERT®

Graphisme : Atelier du Bonjour